



Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et Lillepois.....	8 mois, 26.00;	6 mois, 40.00;	2 ans, 76.00
Autres départements.....	22.00;	32.00;	52.00
Belgique	25.00;	48.00;	90.00
Union Postale Tarif A.....	85.00;	100.00;	140.00
Tarif B.....	60.00;	100.00;	200.00

ANNONCES.....
REDACTION.....ROUBAIX 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 84. 9.69 et 10.06. Int. 6.
LILLE 12, rue Faidherbe. Tél. 87.07.
PARIS 12, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.
MOUSCRON 105, rue de la Station. Tél. 8.44.LA CONCURRENCE
TERRASSÉERABAS
CONSIDERABLES

AU SOLDEUR

Palais de la Chasseur,
33, Rue Pierre-Motte, 33
ROUBAIX

BILLET PARISIEN

Un scrutin équivoque

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 27 JUIN (MINUIT).

La Chambre, ce matin, à l'issue d'une longue séance de jour et de nuit, a approuvé le projet de loi sur les réparations proposées par le président Hoover. Nous prévoyons ce vote, qu'il sera incontrôlable, en effet, qu'une crise ministérielle fût la conséquence de la proposition américaine. Une crise politique, dans les conjonctures présentes, ne pourrait être débouchée que par l'admission d'un Gouvernement qui suit exactement la même politique que son prédécesseur. Que ferions-nous, en effet, si l'Allemagne demandait elle-même un moratoire sans que les Etats-Unis, relevant sur leur proposition, ne consentissent en contre-partie à ne pas recevoir les sommes que nous leur devons? Cette hypothèse a été envisagée par les membres du Cabinet. Ils ont été unanimement d'accord que nous serions alors dans la plus mauvaise posture qui peut être imaginée.

Donc, la Chambre ne pouvait se dérober à son devoir. Est-ce à dire que le scrutin ait contribué, comme on était en droit d'espérer, à monter la Chambre une dernière fois le Gouvernement pour faire respecter les droits de la France? Malheureusement, non. Les questions électorales ont pris une telle importance dans ce débat que l'on a vu, au mépris de la clarté, les communistes, les radicaux-socialistes, un certain nombre de députés du centre et d'évoquer les adversaires de la politique de Locarno, réunis dans l'opposition. Par contre, les socialistes, chapitrés par leurs camarades anglais et allemands, ont voté pour le ministère. De pareils votes ne peuvent qu'entretenir l'équivoque et affaiblir le Gouvernement devant l'étranger, au moment où s'engagent des négociations capitales pour l'avenir de notre pays.

Ces négociations ont été d'autant plus ardemment conduites dans la journée du vendredi. Une importante conférence est tenue sous la présidence de M. Pierre Laval. Y assistent: M. Briand, Elandu, Mellon, Pictet et Waller Edson, ambassadeur des Etats-Unis à Paris. De cette réunion, M. Briand a confié avec M. von Neurath, ambassadeur d'Allemagne, d'arrêter entièrement les réparations. Il est clair que les délégués des Etats-Unis veulent que les choses rendent, selon l'habitude qu'ils ont prise dans le maniement des grandes affaires.

De notre côté, nous ne demandons, mais aussi, qu'à aller vite. Nous savons que nous pouvons et ce que nous ne voulons pas céder. La volonté française va réguler parmi les deux mandatants.

R...

Les communistes tentent de créer des désordres à Séville

Séville, 27 juin. — Un groupe nombreux d'ouvriers venant de la Bourse du Travail s'est dirigé vers l'Hôtel de Ville pour demander la destitution de l'adjoint au maire, le socialiste Eguesca, en criant: « A mort, la République bourgeoise et vive le communisme! »

La population a été prise de panique. Les rues se sont vides de tous les passants et les commerçants ont fermé leurs magasins.

Quelques orateurs improvisés ont prononcé des discours violents.

A ce moment, la garde civile est intervenue et a fait de nombreuses charges pour disperser les manifestants.

Le gouverneur a déclaré que les

LETTRE DE BRUXELLES
Linquiétude d'un chef socialiste

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 27 JUIN 1931.

Au moment où paraissent ces lignes, la réponse belge à la proposition de M. Hoover ne sera pas encore connue. Les ministres aiment à être édifiés sur le sort que l'Amérique et la France font à la note du Gouvernement de Paris. En tous cas, les ministres belges feront les réserves les plus expresses au sujet des réparations allemandes. L'accord de tous les partis est réalisé sur ce terrain. M. Blaauw ne pourra renier les promesses d'autan. La Belgique n'abandonnera rien de ce que lui accorde la justice.

Dans le parti socialiste, d'ailleurs, il n'y a pas de voix contre l'Allemagne. Voici, par exemple, M. Debaix, député socialiste de la province de Liège, mieux placé que n'importe pour observer l'Allemagne. Que dit-il, ce matin, dans le plan Hoover? Il l'appelle « un engin » au secours du Reich. A C'est l'Allemagne que l'on veut sauver », dit-il. « Elle est pauvre; elle est ruinée ; soit, dit M. Debaix, mais pourquoi ? » Et il répond :

« Ce peuple ruine doit être à bout de tout, semble-t-il, à souffrir,

dans le moment de l'armistice jusqu'au 31 décembre 1926, des capitaux nouveaux, pour une valeur de 709,121,000,000 de francs belges, valant au 31 décembre 1926,

« Tandis que la France et la Belgique, si atrocement dévastées et paupérisées, n'en souhaitaient qu'après le laps de temps que 36,919,000,000 de francs belges pour la France et 10,692,000,000 pour la Belgique,

« En un très court laps de temps, l'Allemagne a donc investi, à elle seule, plus de deux fois autant de capitaux que l'on voulait que la France et la Belgique ensemble. »

Pourquoi ? Est-ce pour préparer ses crimes ; pour faire honneur aux signataires qu'elle avait mises au bas des bâtons ?

Écoutez M. Debaix :

« L'Allemagne, qui venait de perdre la guerre, a vu, sans doute, épater et gagner par une victoire remportée sur un autre champ de bataille : la lutte économique.

« Elle s'est donc lancée à corps perdu dans le combat, où elle erre (il ne conteste), mais où d'autres qu'elle excelleraient aussi.

« Car les Etats-Unis avaient, pendant cette même période, investi plus de 500 milliards de capitaux nouveaux. L'une et les autres se sont hyperindustrialisées à outrance, améliorant, multipliant leur machinerie, jetant des stocks formidables de produits sur le marché et déchaînant la crise qui, à l'heure actuelle, frappe le monde, si l'on peut dire.

Qui a aidé l'Allemagne dans cette entreprise de dévastations économiques ? C'est une question troublante dont la solution nous aiderait à comprendre beaucoup de choses. Et voici la conclusion de M. Debaix : « A priori individuallement, les Allemands sont intelligents, doués et sociables.

« Mais ils sont sous l'influence d'une psychologie issue d'une éducation précoce, M. Remaque et les socialistes doivent admettre que l'Allemagne a suivi cette psychologie ; mais il leur reste encore énormément à faire.

« Voilà pourquoi nous restons inquiets. »

Cette opinion socialiste est celle de tout le pays.

S...

MORT DU BARON DE TEISSIER

Londres, 27 juin. — On annonce la mort, à l'âge de 69 ans, du baron de Teissier.

Les autorités sont disposées à en faire définitivement avec cette situation.

On annonce pour ce soir la grève de tous les employés de l'alimentation, par esprit de solidarité avec les répartiteurs de lait qui sont toujours en grève, et l'on parle d'état de siège, si le besoin s'en fait sentir.

Un lama indochinois

(Ph. Keystone)



Il ressemble aux comédiens annamites, lorsqu'ils sont maquillés, ce lama barbu qui défile, en se déinant, les marches du temple d'Angkor à Vincennes.

Le numéro: 25 centimes

DIMANCHE 28 JUIN 1931.

LA CONCURRENCE
TERRASSÉERABAS
CONSIDERABLES

AU SOLDEUR

Palais de la Chasseur,
33, Rue Pierre-Motte, 33
ROUBAIXANNONCES.....
REDACTION.....ROUBAIX 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 84. 9.69 et 10.06. Int. 6.
LILLE 12, rue Faidherbe. Tél. 87.07.
PARIS 12, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.
MOUSCRON 105, rue de la Station. Tél. 8.44.

Les obsèques de M. Armand Fallières



LA FAMILLE DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX OBSÈQUES
Au milieu, se trouve M. A. Fallières, ancien ministre, fils du disparu.

(Ph. Keystone.)

En vue de résoudre la grève du textile de nouvelles entrevues auront lieu mardi au Ministère du Travail

ON N'ABOUTIRA À UNE SOLUTION QUE PAR LA MÉDIATION
OU L'ARBITRAGE DES POUVOIRS PUBLICS

Le point où en sont les choses, seul le Gouvernement peut terminer le conflit par une solution de médiation ou d'arbitrage.

Les manœuvres et les positions d'intransigeance ne peuvent aboutir qu'à une prolongation du conflit avec son cortège de misères qui vont en s'aggravant.

Il ne peut être question aujourd'hui d'une victoire patronale ou d'une victoire ouvrière.

L'opinion est unanime à réclamer que le conflit se termine par un accord, par une solution de paix, qui fixe le présent et surtout garantisse l'avenir. Toute autre solution apparaît nécessairement comme une solution de force et de violence.

Il n'y a plus personne qui ose compacter pour faire rentrer les ouvriers, sous la pression, l'intimidation ou la faim ; mais tout le monde réclame que, désormais et résolument, l'ouvrage reste dans les voies de la conciliation et des tractations loyales sous l'égide des Pouvoirs publics.

On n'a que trop perdu de temps en essais infructueux, en tentatives qui devaient avorter ; il est temps d'en finir.

Le Ministre du Travail, du haut de la tribune de la Chambre, a annoncé son intervention médiateuse. C'est de ce côté que doivent tendre tous les efforts, tant des patrons que des ouvriers. Toute l'opinion publique est tournée vers le Gouvernement et, désormais, ceux qui s'opposeraient à une médiation qui s'impose immédiatement, encourraient la très grave responsabilité des misères dans les familles, des rançons et des haines, des ruines matérielles et morales de ce conflit qui n'a que trop duré.

À la suite de ces consultations, il n'est apparu que l'écart qui sépare les parties ait actuellement sensiblement diminué et que les sacrifices qu'elles auraient à faire pour arriver à un accord complet avec leur importance soit assez faible pour permettre de voter contre et de faire jurer la discipline.

Pour l'heure, l'intercession du président du Conseil, le concile prévoit que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

Le lendemain, l'intercession du président du Conseil, le concile prévoit que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis à deux heures du matin, avaient décidé de voter contre le Gouvernement si la question de confiance était posée. Mais, pour voter contre, il faut voter pour.

M. Herriot répète qu'il veut, cependant, contribuer à améliorer la situation allemande, mais qu'il a été informé que les radicaux-socialistes, qui étaient réunis